

J'ACCUSE de Philippe De Villiers, “Nous sommes gouvernés par une bande d’amateurs : nous vivons en Absurdistan”

Charlotte d'Ornellas et Geoffroy Lejeune

Publié le 17/12/2020 à 09:00

Sous le crachin vendéen, Philippe de Villiers a décidé d'accorder à *Valeurs actuelles* un grand entretien, divisé en six épisodes plus explosifs les uns que les autres. Sur fond de Covid, d'immigration, d'islam, le fondateur du Puy du Fou nous livre une partie de sa pensée, avec des formules bien à lui, et dresse un long réquisitoire contre les maux de l'époque. Episode 1 : Coronavirus et complotisme.

**Valeurs actuelles. L'année 2020 aura été marquée par les confinements et le retour du terrorisme. Comment jugez-vous l'action du gouvernement ?
 Philippe de Villiers.**

C'est une faillite sanitaire et un naufrage politique. Au nom de l'ordre sanitaire, on nous a enfermés. Et, au nom de l'État de droit, on libère et on remet dans la nature des tueurs terroristes. Le bilan de la crise sanitaire est accablant. Il suffit d'écouter les professionnels du commentaire germano-centré, ils ont livré leur verdict. À ce jour, il y a eu 22 000 morts pour 80 millions d'habitants en Allemagne, avec une récession économique de 5,5 %. En France, 58 000 morts pour 67 millions d'habitants, avec une récession annoncée de 11 %. Cette comparaison est éloquente : sur le plan sanitaire, c'est un échec ; sur le plan économique, c'est un drame ; sur le plan humain, c'est un scandale... L'impéritie de nos gouvernants, censés mener, sous les ordres de M. Macron, deux guerres à la fois, tourne au flagrant délit d'incompétence... Cette impéritie affleure dans le traitement différentiel des deux virus, le coronavirus et le virus islamiste.

Le premier relève de la sécurité sanitaire : pour protéger la population de cet ennemi viral, au nom du « *nous sommes en guerre* », on a choisi de nous assigner à résidence, d'inventer la fameuse frontière domestique. On a fait dans le raffinement des mesures liberticides, jusqu'à verbaliser les simples promeneurs, on

a mis à plat l'économie, déchiré les tissus conjonctifs de la France industrielle. Chacun aura compris que la protection sanitaire était jugée plus importante que toutes nos libertés.

Face à l'autre virus — le virus islamiste —, qui relève d'une véritable agression invasive, on a refusé de prendre des mesures qui relèvent du domaine de la guerre, au motif qu'elles pourraient être jugées liberticides, au sens des maniaques du juridisme, c'est-à-dire qu'elles pourraient être exposées à la censure juridictionnelle. Ainsi se retient-on de toucher au regroupement familial, aux 500 mosquées islamistes, etc. On récuse la chaîne fatale, qui est pourtant une évidence à portée d'un gosse de 10 ans : l'immigration est le terreau de l'islam, qui est le terreau de l'islamisme, qui est le terreau du terrorisme. Et on n'ose pas se donner les moyens de garantir la sécurité physique des Français. L'audace du gouvernement quand il s'agit de nous bâillonner dans la rue et de nous infliger des "gestes frontières" dans notre quotidien contraste avec le laxisme pratiqué à l'égard des islamistes. On ne protège pas nos frontières extérieures, on sanctuarise le droit d'asile... La France est devenue un caravansérail, pire, le carrefour planétaire des assassins de la civilisation.

Les mesures décidées contre le virus ne sont-elles pas nécessaires ?

On en est au deuxième confinement, et bientôt au troisième. Que diriez-vous d'un chirurgien qui, pour recommencer la même opération, vous ouvrirait le ventre à peine recousu à trois reprises ? Dehors, l'interne ! Tout est fondé sur un mensonge par omission : les pouvoirs publics savent et dissimulent qu'il n'y a pas assez de lits de réanimation parce que le budget social est consacré à autre chose — suivez mon regard. On soigne toute la misère du monde et on n'a plus le sou pour investir à l'hôpital... D'ailleurs, Bruxelles nous a enjoint d'y faire des "restructurations". On a obéi. Alors, on confine à tour de bras pour ne pas avoir de malades au 20 heures de TF1, entassés dans les couloirs... Le rapport publié le 11 décembre par le Sénat est un florilège spectaculaire des incohérences et de l'incurie tapageuse, il démasque les petits arrangements du croque-mort Salomon, celui-là même qui fait passer tous les décès de France en Covid, pour gonfler les chiffres.

Nous sommes gouvernés par une bande d'amateurs : le titre de Die Zeit est le mot juste : nous vivons en Absurdistan. L'Absurdistan, ce n'est pas seulement la bureaucratie sanitaire, c'est également le fait de prendre un marteau-pilon pour écraser une mouche. Au bon sens, nos autorités ont préféré l'absurde. Absurde, la tentation saint-simonienne de l'hygiénisme d'État qui met les savants au pouvoir — les politiques font désormais de la médecine et les médecins de la politique, depuis que M. Macron a remis les pleins pouvoirs, le 13 mars dernier, au maréchal Delfraissy, qui a fait don de ses erreurs à la France... Absurde, le primat de la survie sur la vie. Absurde, le confinement généralisé des bien-portants. On dit

parfois que le confinement est d'inspiration médiévale, c'est faux. Au Moyen Age, on confinait les mal-portants par la quarantaine et le lazaret, aujourd'hui on confine les bien-portants. Absurde, l'infantilisation de la parole publique, qui configure la famille à Noël, décrète les parts de gâteau, la vente des sapins et invite Papi et Mamie à manger à la cuisine. Absurde, la traque inouïe des attestations orwelliennes quand on veut sortir de chez soi. Absurde, la dialectique des "essentiels" et des "non essentiels" — ce sommet anthropologique d'une angoissante préfiguration de la société posthumaniste où les uns ont le droit de vivre et pas les autres.

Naturellement, tout ce qui touche à la vie de l'esprit et à la ferveur n'est pas essentiel. La vie est réduite aux fonctions animales. Quel lapsus ! Le choix n'est plus qu'entre les fournitures ventreuses et la numérisation des âmes.

En 1943, les ministres britanniques proposèrent à Churchill de sabrer les produits de la culture pour soutenir l'effort de guerre. Il jeta son cigare et répondit, courroucé » : « *Mais alors, pourquoi nous battons-nous ?* » Absurde, la disproportion entre le danger et la riposte : on est tous là à courir sur la moquette pour échapper au docteur Knock qui se penche au chevet de Kafka. C'est une décivilisation.

Que restera-t-il de cette épreuve de la Covid ?

Il en restera, je le crains, un triple basculement, un triple renversement de civilisation. D'abord, un renversement anthropologique : pour la première fois dans l'histoire des hommes, la priorité est donnée à la gérontocratie sur la jeunesse et l'enfance... On a sacrifié l'avenir. C'est la première fois qu'une société n'est plus tournée vers la transmission. Ensuite, un renversement sociologique : le passage d'une société d'ancrage et d'enracinement à une société virtuelle, nomade et dématérialisée, où le commerce de voisinage est supplanté par Amazon, où le télétravail et le télé-enseignement signalent le passage barbare du présentiel au distanciel. C'est une société froide, inhumaine, une dissociété. Une société d'humains hybrides, solidaires-solitaires. Enfin, un renversement posthumaniste, prélude au « *great reset* », c'est-à-dire à la réinitialisation du monde, avec le triomphe prochain de l'identité numérique et du contrôle total par la numérisation du monde. Chacun sent bien que ça ne va pas s'arrêter là. Nos politiciens ont pris goût au baillon, à la muselière, à l'assignation à résidence, à l'état d'urgence sanitaire, au silence et à l'affaissement mental d'une population qui s'effondre sur elle-même et se masque l'âme. Ils ont pris goût au carcan liberticide et ils ont finalement pris goût au virus. Déjà, ils nous annoncent, en prêtant nous humeurs et caprices aux microbes, que celui-ci circule à bas bruit mais que le suivant se prépare déjà : « il fait vivre avec le virus », donc à visage couvert et en nourrissant cette idée que le voisin, l'ami, le parent son des tueurs asymptomatiques,

infréquentables. On a changé de commandement. Avant c'était : « Aime ton prochain comme toi-même ». Maintenant, c'est : « Méfie-toi de ton prochain pour toi-même ». C'est la fin du baiser du lépreux. Les GAFAM qui préparent la grande moisson des solitudes numériques, attendent le prochain agent pathogène avec une sorte de gourmandise prémonitoire. On nous laisse entendre que « l'entre quatre murs » sera bientôt la norme et que la liberté de sortir sera l'exception. Ah, elle est belle la « mondialisation heureuse » ! C'est le Meilleur des mondes, puissance 1.000.

IMMIGRATION : UNE MALCHANCE POUR LA FRANCE

Après l'assassinat de Samuel Paty, le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir expulser 231 islamistes étrangers. Que vous inspire cette décision ?

Grand diseux, petit faiseur... c'est de la gonflette. Quand on nous assure que l'on va expulser tous les étrangers radicaux, c'est une plaisanterie. On ne l'esquissera que par une gesticulation symbolique. Pour une raison simple : en supposant qu'on ait le courage de le faire, les traités que nous avons signés, les conventions qui nous lient, la jurisprudence des juges qui nous ligotent. Pour être très concret, à titre de simple illustration, je vous citerai l'article 19 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui empêche Gérard Darmanin d'agir : « Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un état où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants. » Le ministre de l'intérieur est donc un petit Gulliver empêtré. Au moment où il expulse une poignée d'étrangers radicaux, on peut lire dans la presse qu'une expulsion trois fois prononcée n'a jamais été exécutée – celle de l'Imam de Pontoise, jugé pour apologie du terrorisme.

Depuis cinquante ans, se sont accumulés les obstacles à l'action régaliennne. La Start'up nation est en fin de cycle, elle se débat dans un tourbillon d'écume, en laissant prospérer une trilogie fatale : le baillon, le couvre-feu et la décapitation.

Cette sémantique du désastre qui fait les titres de notre quotidien scelle l'échec d'une politique de Bisounours qui, depuis cinquante ans, vivent dans leur petit monde d'inculture et de Playmobil. Ils ont tout simplement oublié, comme disait Raymond Aron de Giscard : « il ne savait pas que l'histoire est tragique. »

Le peuple français se réveille avec la gueule de bois et nos hommes politiques nourrissent leur propre impuissance, mais ils l'habillent d'éloquence essoufflée et de tartarinades. Ils nous cachent qu'ils suivent

toujours les objurgations des lits de justice de l'état de droit. Or, s'ils continuent à lui obéir tel qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire tel que la loi est interprétée et revisitée par les juges, il ne se passera rien. Rien pour régler le problème de l'invasion migratoire, rien pour endiguer l'islamisme, rien pour faire reculer le terrorisme. La mer monte, ce sera bientôt peut être, hélas, une mer de sang.

ETAT DE DROIT : « NOUS SOMMES IMPUISSANTS FACE A L'INVASION »

Vous semblez vouloir remettre en cause l'Etat de droit...

Ah ... nous y voilà ! Mais qu'est-ce doc que l'Etat de droit ? C'est, selon les juristes, le respect de la hiérarchie des normes. Personne ne peut raisonnablement aller contre cela. Le problème, c'est que cet Etat doit être compatible avec le droit de l'Etat. Il ne s'agit pas d'en finir avec le principe de l'Etat de droit, mais de l'adapter à la nécessaire sécurité des Français. Aujourd'hui il a dérivé à l'américaine, il faut le ramener au port d'attache. En effet, c'est le juge qui est le maître de l'Etat de droit, puisque c'est lui qui apprécie le droit. Or, il ne le fait plus dans un esprit de transparence de la loi, donc de la volonté du peuple, mais à travers le tamis de ses préjugés, voire de son idéologie. Aujourd'hui, il y a un privilège de migration, protégé dans les séances des nouveaux « parlements ». En d'autres termes, la machine judiciaire est devenue une machine à désagrèger la société.

L'Etat de droit, c'était la souveraineté populaire. Mais aujourd'hui – chose inouïe – nous avons au-dessus du peuple, de notre Constitution, de nos lois, c'est-à-dire de la vie publique, pas moins de 5 cours suprêmes : le Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice de l'Union européenne.

Fait-il donc sortir de l'Etat de droit ?

Non. Mais il faut l'adapter aux conditions de la survie. Je me reconnais dans la recommandation de Marcel Gauchet : *« Il faut certes que la souveraineté du peuple n'opprime pas les droits individuels – problème classique qui justifie l'autorité des juges-, mais il ne faut pas non plus que les droits individuels conduisent à la liquidation de la souveraineté du peuple et spécialement dans sa dimension primordiale du droit de se défendre comme peuple. »* J'ai été outré par un entretien récent de Laurent Fabius, le président du Conseil constitutionnel, intitulé *« Ne sacrifions pas nos valeurs à la lutte antiterroriste »* Il faut donc remettre à sa place l'Etat de droit par rapport à la démocratie souveraine.

Il faut également évoquer les humeurs récalcitrantes des géants du Web, dont personne ne parle. Aujourd'hui, la preuve numérique se dérobe. Ce sont les Gafam qui ont le pouvoir d'aider les enquêteurs français. Afin de remonter un certain nombre de pistes, la procédure oblige les enquêteurs à adresser un nombre précis de réquisitions pour le moins formelles aux Géants du Web. Or, en raison de la loi américaine très souverainiste en la matière, ces derniers ne délivrent les informations que de manière très aléatoire, pour ainsi dire jamais.

ISLAM : « L'ENNEMI VEUT NOUS REMPLACER, NOUS SOUMETTRE ET NOUS CONQUÉRIR »

Emmanuel Macron a-t-il raison de s'attaquer au séparatisme ?

C'est le Charles Martel du pauvre, avec une épée en carbone.

Je l'ai entendu parler, en effet, d'une loi contre le « *séparatisme* ».

Mais ce qualificatif, furtif comme un petit lutin, a fait trois petits tours et s'en est allé. Le mot a été mis au pluriel pour ne plus désigner personne, puis il a disparu sous la moquette. On est dans la pantomime : prétendre lutter contre le séparatisme en laissant entrer 450.000 personnes par an, c'est un jeu de scène. Prétendre dénoncer le séparatisme après l'avoir favorisé relève du salto au Cirque d'hiver. Quand on élargi le regroupement familial aux mineurs étrangers, quand on signe le pacte de Marakech, le 10 décembre 2018, quand on ose déclarer que « la colonisation est un crime contre l'humanité », quand on ose proclamer qu'« il n'y a pas de culture française », on fait soi-même du séparatisme ! On favorise la partition, on mutile le corps central. Du reste, le diagnostic sur le séparatisme date un peu, il est dépassé, il date des années quatre-vingt-dix. « Séparatisme veut dire séparation, sécession. Le mot qui convient pour décrire les arrière-pensées est celui de « conquête ».

L'ennemi ne veut pas se séparer de nous, il veut nous conquérir. L'idée d'une France décoloniale, c'est l'idée d'une France défrancisée par les nouveaux colonisateurs. Que veulent-ils ? Nous remplacer, nous soumettre et nous conquérir. Macron est un dhimmi de luxe qui a déjà accepté, par légèreté, *la capitis diminutio*.

Sommes-nous en guerre avec l'islam ?

Non, c'est l'inverse et ce n'est pas une guerre ordinaire. C'est le djihad, l'appel à la soumission.

Nous sommes devant un mouvement de grande ampleur : la conquête du monde par un islam revenu à ses origines. Il y a dans l'islam une distinction fondamentale entre deux mondes : le monde de la paix, de la

soumission, que l'on appelle « *dar al islam* » ; et le monde de la guerre, de la conquête, de l'invasion, du djihad que l'on appelle « *dar el harb* ».

Quelles sont les armes de la conquête de notre pays ? D'abord l'installation tranquille d'une contre-société autour du concept de l'islam modéré. Ensuite les actes de terreur pour créer un réflexe de solidarité et détacher cette contre-société de la société française composée de « mécréants ». Quand Samuel Paty ou les catholiques de Nice sont assassinés, il existe une proportion impressionnante d'enfants dans les enclaves étrangères qui applaudissent ; ainsi qu'une proportion hélas importante de musulmans modérés qui ne participent pas à notre épreuve, qui ne la ressentent pas comme leur, car elle ne les concerne pas.

Le terrorisme n'a pas pour but premier de nous intimider- nous sommes déjà très faibles, ils le savent parfaitement-, il vise à travailler la contre-société islamique en formation pour la dissocier du pays. Et commencer par obtenir un Edit de Nantes. Enfin, dernière arme offensive, c'est la mise en accusation, avec l'incrimination fondée sur l'idée de juste revanche : « Vous nous avez colonisés, c'est à notre tour de vous coloniser. »

J'ai découvert dans le livre de Pascal Bruckner une phrase significative de la Ligue de défense noire africaine (LDNA) : « *Le monde a changé . La France de Clodion le Chevelu, de Jeanne d'Arc, de Philippe Pétain, de Charles De Gaulle n'est plus. Aujourd'hui, c'est la France de la Ligue de défense noire africaine.* Le fondateur de cette ligue soutient que l'Etat français est « *totalitaire, terroriste, esclavagiste, colonialiste* » et appelle au « renommage (sic) des rues, places et lycées. » Il aimerait également que De Gaulle, Montesquieu soient remisés dans le musée des mauvais hommes qui serait le pendant négatif du Parthénon. Qu'on ne me dise pas que j'exagère, c'est écrit, proclamé, revendiqué.

En face, nous nous agenouillons, comme au Parc des Princes, nous ne répondons que par la pratique de la honte de soi, l'oubli de nos racines.. La déculturation de l'Europe sous l'influence du *soft power* américain, encourage nos conquérants. *J'appelle Europe*, disait Paul Valéry, Tout cela n'existe plus, la dés éducation nationale a fait le travail. On apprend l'arabe à l'école et on menace les écoles hors-contrat catholiques. Nous n'avons plus que la liberté d'expression et la laïcité comme boucliers, c'est-à-dire la neutralité, la culture de la béance raisonneuse et froide... Nous subissons aussi – ce qui nous affaiblit - l'idéologie de l'« accueil de l'autre », partagée à Bruxelles et à Rome - avec le Pape de Lampedusa qui prêche pour une sorte de Lépante à l'envers. Une formule de Macron

me vient à l'esprit : « *Pour nous, il n'y a rien au-dessus de la vie humaine.* » Monsieur le président, s'il n'y avait pas eu au-dessus de la vie humaine, chez beaucoup de Français, l'amour de la patrie, le goût de l'honneur et du panache, l'histoire de France serait finie depuis longtemps . S'il n'y a rien que la vie, il n'y a pas un conscrit pour partir en 1914, poitrine au vent, il n'y a pas un résistant en 1940, dans les bruyères du Vercors... Je mets cette phrase vertigineuse – « *rien au-dessus de la vie humaine* » - en rapport avec celle des islamistes rappelée par Boualem Sansal : « *Nous aimons la mort plus que vous n'aimez la vie.* »

LIBERTÉ D'EXPRESSION : LA France EST ATTAQUÉE DEUX FOIS

La laïcité, la République et le droit au blasphème sont-ils des armes suffisantes ?

La laïcité, la République et la liberté d'expression sont des codes, comme le code de la route ou le code civil.... Ce n'est pas seulement avec des codes qu'on arrête un conquérant qui a le feu au cœur et qui est prêt à mourir plus encore qu'à vivre. On l'impressionne si l'on a quelque chose à lui dire qui vienne des tripes, du cœur, de l'âme, qui vienne de la filiation ancienne. Ceux qui croient que l'on va arrêter l'islamisme avec la laïcité, la République et la liberté d'expression me rappellent la phrase de Pierre Paul Royer-Collard qui constatait : « *Les révolutions commencent toujours avec les juristes et se terminent toujours sans eux.* »

Soutenez-vous Charlie Hebdo ?

Oui, A leur manière, ils résistent ... Dans la situation actuelle, je repense souvent à mon Père. Grand résistant pendant l'Occupation, certains Français faisaient la fine bouche parce qu'ils ne voulaient pas être dans la même armée de fortune que des voisins qui n'étaient pas de la même sensibilité, de la même foi, qui n'avaient pas la même manière d'aimer la France. Il citait *la Rose et le réséda* : « *celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas.* » Mon Père disait : si nous avons gagné c'est parce que les FFI et les FTP se sont accordés, mitrailleuse au poing. Quand on est au front, on regarde son voisin de tranchée comme un compagnon d'épreuve, sans chercher à le confesser. On partage la gourde et l'odeur de la mort. Ce qui nous unit est infiniment supérieur à ce qui nous divise. On se mithridatise ensemble. C'est pourquoi je n'ai pas d'état d'âme par rapport à tous ceux qui combattent l'islamisme avec des motivations parfois différentes... Quant à Charlie, je connais bien leur avocat, Richard Malka.

J'amire son courage, sa cohérence, et nous avons d'ailleurs échangé, pendant le procès, des messages amicaux et chaleureux. Je lui ai écrit que « *nous étions du même maquis* ». Ainsi va le vie..

Quels enseignements tirez-vous des récents attentats ?

Après la décapitation de Samuel Paty et l'assassinat du sacristain de Nice ? un n'a pas osé dire toute la vérité. On n'a pas osé dire que la France n'est pas attaquée pour ce qu'elle fait, mais pour ce qu'elle est. Elle est attaquée deux fois, d'abord parce que c'est une terre chrétienne – les islamistes nous appellent encore les croisés – et ensuite parce que c'est une terre athée depuis la révolution française – convertie à la religion des droits de l'homme. On nous appelle deux fois les « mécréants. Si on ne se défend que sur une jambe- celle des droits de l'homme, on passe à côté de la réponse exhaustive et la réponse devient une non-réponse.

AUTORITÉ de L'ÉTAT : « LA POLICE EST LA CIBLE ? LEUR ARME EST L'ÉMOTION ».

De quoi les attaques récurrentes contre les policiers sont-elles le nom ?

oi plutôt d'une « drôle de guerre » qui s'ébauche, qui nous teste et qui s'en prend à la police comme symbole de l'État. Notre police est le dernier rempart de la paix intérieure. Après ce rempart, il y a la guerre civile, les justiciers et les milices, l'illégitimité.

Dans cette guerilla, il y a deux fronts. D'un côté, nous avons, par-delà les idiots utiles, les minorités actives, l'extrême gauche et les back Blocs. On retrouve Assa Traoré ainsi que tous ceux qui veulent détruire la société. Quelle est leur stratégie ? Elle consiste en une guerre d'intimidation, avant la guerre d'élimination. La police est la cible et leur arme est l'émotion. En l'occurrence, ces militants ont tenté de remplacer l'émotion provoquée par l'assassinat de Samuel Paty par celle qui concerne le pauvre Michel Zecler. Leur force d'appoint, ce sont les médias. Et la morale de l'histoire est symétrique. Un policier blessé est vu comme un provocateur, seul le producteur blessé est une victime

Que répondez-vous à ceux qui accusent la police de pratiquer des contrôles au facies ?

Qu'ils sont les démolisseurs de notre société, des ennemis de nos libertés.

Parmi eux se trouve par malheur notre président. Par lâcheté il flirte avec la haute trahison.

Qu'avez-vous pensé de la mobilisation autour de l'article 24 de la loi « sécurité globale » qui voulait réprimer le droit de diffuser des images de policiers dans le but de leur nuire ?

Nous avons, face à nous, une mouvance barbare, qui se répand de l'extrême-gauche – la maladie sénile du tiers-mondisme – aux minorités visibles. Ces groupuscules infiltrés par les Black Blocs cherchent systématiquement à provoquer la police pour obtenir ce qu'on appelle une « bavure », qu'il est recommandé de filmer. Une fois la bavure obtenue et mise en boîte, les cléricatures médiatiques se tiennent disponibles, prêtes à faire la morale, avec les bandes passantes et le corps du délit en images, en espérant le grand lâchage. Et cela fonctionne : Macron lâche sa police, Darmanin titube et les militants gardent en tête leur idée simple qu'il faut faire la brèche et affaiblir le dernier rempart.

Loin de moi l'idée d'absoudre les policiers qui parfois peuvent mal se comporter en cédant à la provocation. Mais je me sens instinctivement, pour bien les connaître, du côté des agents et cadres de la sûreté. Fils de soldat, frère du Père système de la promotion Turenne, Bertrand, et 'un général d'armée, Pierre, je sais ce qu'est l'éthique des forces de l'ordre. La police ne peut être parfaite, elle comporte quelques brebis galeuses, mais elle fait la plupart du temps ce qu'on lui demande. Elle répond à une doctrine d'emploi. J'ai été très marqué par le drame de Magnanville, ce couple assassiné devant son enfant. Et je comprends parfaitement que les policiers aient besoin d'être protégés. Alors non, ce délire, cette hystérie sur le floutage du visage des policiers.

COMLOTISME : « DE QUOI ONT-ILS PEUR » ?

Faut-il se battre contre les fake news, les fausses nouvelles ?

Oui, bien sûr. Ce doit même être la préoccupation civique de toute une vie. Les fausses nouvelles ne sont peut-être pas là où on les répute ainsi. Qu'est-ce qu'une *fake new* ? C'est une nouvelle ainsi libellée quand elle ne plait pas au pouvoir en place. Ah, les fake news ! Le pouvoir ne délivre lui, que des vérités, c'est bien connu !

Doit-on s'inquiéter des discours complotistes ?

Et si c'étaient Véran et Salomon, les complotistes ?
 Si on dit qu'un peuple n'est pas fait pour être baillonné, qu'il ne sert, à rien de courir avec un masque tout seul dans une forêt, qu'on n'aurait dû fermer les frontières, que l'affaire des masques est trouble, on est accusé de devenir « complotiste ». Si, par delà la muselière, on met en doute la parole publique, qui n'a pourtant cessé de se contredire, on devient immédiatement complotiste. Si on ose dire qu'une assignation partielle, ciblée aurait mieux convenu à la situation et que d'autres l'ont d'ailleurs fait en réussissant mieux que nous, on devient « complotiste ».

Ils n'ont que cet adjectif à la bouche. Quand on y réfléchit bien, un « complotiste » c'est littéralement quelqu'un qui dénonce un complot. Alors, de quoi ont-ils peur ? A lire la panique dans le regard de ceux qui traquent le « complotisme », je finis par me demander si ces regards ombrageux ne ressemblent pas de plus en plus à ceux de véritables comploteurs masqués..

2022 : « QU'ILS S'EN AILLENT TOUS »

Jean Castex semble-t-il être l'homme de la situation ?

Ah oui, je pense que c'est l'homme idoine !
 Il n'a pas d'équivalent. Il faut reconnaître que c'est un métier spécial que d'être déconfiner d'été, confiner d'automne, redéconfiner d'hiver et reconfiner de la Saint Sylvestre ! Il a le profil du parfait répétiteur ventriloque. Le matin au feu, le soir au couvre-feu. Quand je le regarde, il me ramène à mes années de stagiaire de l'ENA. Il a des airs de chef de division des cartes grises à la sous-préfecture de Bayonne. Pour le récompenser d'avoir échoué dans le déconfinement, il a été promu chef de l'Absurdistan et des remontées mécaniques. Il restera dans l'histoire comme le nouveau Régis Laspalès : « Y en a qui ont essayé les tire-fesses... ils ont eu des problèmes... » Je le vois d'un voisinage de bon-aloï auprès des portraits flatteurs de Deschanel en pyjama ou de Mac Mahon qui s'esclamait : « Que d'eau, que d'eau ! » Que d'eau tiède ! Que de neige dans les stations ! C'est l'homme qui aura interdit aux terroristes de passer la frontière Suisse en skis.

Comment jugez-vous aujourd'hui Emmanuel Macron que vous avez épargné jusqu'alors ?

Le confinement l'a déconfiné à mes yeux. Il a tombé le masque : il n'a pas de goût pour la France...

Quand on fera son bilan, on se souviendra que, selon ses objectifs de campagne, il affichait avec grandiloquence deux objectifs – aujourd'hui deux *fake news* : nous sortir du socialisme et nous faire entrer dans la mondialisation heureuse. Je pense souvent à VGE qui me disait, lorsque j'étais sous-préfet de Vendôme, en 1980 : un pays devient socialiste lorsqu'il dépasse 40 % de prélèvements obligatoires. Macron qui voulait libérer les forces créatrices, nous aura fait passer la barre des 50 % ! C'est l'Etat qui assure les fins de mois. C'est de la belle ouvrage. Jamais le pays n'aura été aussi collectivisé. Des milliards d'assignats volent au-dessus de nos têtes. Le PS en a rêvé, Macron l'a fait.

Pour ce qui est de la mondialisation heureuse, il voulait un monde sans frontières, un monde d'ouverture. Et nous avons eu deux virus, qui transhument avec délice : celui de l'islamisme et le coronavirus. Résultat, on a mis les barrières intérieures partout et on a enfermé les gens chez eux. Mais, a-t-il vraiment les manettes ?

Je sens que le pouvoir lui brûle les doigts, je pense même qu'il ne veut pas le pouvoir puisqu'il le distribue chaque fois qu'il l'obtient. Il transfère à Bruxelles tout ce qu'il peut transférer. Il a confié en huit jours, au mois de mars, le pouvoir aux experts en créant le Conseil scientifique – il se liait les mains par avance- puis l'a remis entre les mains de la Convention citoyenne, composée par tirage au sort, c'est-à-dire la représentation par le hasard. Il vient de recommencer en annonçant la création d'un comité citoyen pour gérer le vaccin. Il n'est pas le seul, hélas, à mettre notre pays au bord de l'abîme. L'affaire vient de loin. Tous, ils ont abandonné notre vieux pays recru d'épreuves. Il faut qu'ils s'en aillent tous.

Pourquoi souhaitez-vous qu'« *ils s'en aillent tous* » ?

Depuis cinquante ans, les générations politiques de droite et de gauche qui se sont succédé au pouvoir ont fait la même chose.

Avec un seul impératif catégorique : il faut réformer ! Ils ont tout détricoté, tout sapé, tout déconstruit. En particulier les quatre murs porteurs de la société française. Il est impossible de les absoudre, eux et leurs héritiers doivent partir.

Premier mur porteur démoli consciencieusement, pierre après pierre : l'autorité. L'autorité paternelle, qui tenait la famille ; l'autorité régaliennne qui tenait l'Etat ; l'autorité magistrale qui tenait la classe ; et l'autorité spirituelle qui tenait les âmes.

Deuxième mur porteur : la sécurité. Les délinquants et les barbares peuvent courir, la sécurité, première raison sociale de fabriquer une société n'est plus assurée.

Troisième mur porteur : la souveraineté. On l'a vu avec le virus, les souverainetés pharmaceutiques, industrielle, numérique se sont évaporées. On a largué notre industrie au nom d'un tertiaire illusoire. Avec une Europe qui, par le processus Hamilton – cet Américain qui promettait que l'Etat serait fédéral le jour où un emprunt serait contracté par la fédération même- tente d'imposer un emprunt de la Commission. Le tout en mettant évidemment au pas tous les pays – Hongrie, Pologne – qui voudraient avoir leur propre vision de l'immigration ou des LGBT.

Quatrième mur porteur : l'identité. Elle a été abimée par l'immigration et troublée par l'islam conquérant. Nous avons une société française désaffiliée et qui se désagrège. On a pratiqué l'euthanasie dans les Ehpad, on a forcé le barrage sur la PMA et, au lendemain de l'apparition d'une pathologie qui révèle le danger d'une maladie transmissible entre espèces, la loi a autorisé la création d'embryons transgéniques ou chimériques mêlant des cellules souches humaines et animales. C'est le passage au Trans humanisme. Le monde a basculé de l'engendrement naturel d'un enfant vers la procréation technique et la sélection organisée est devant nous.

Ils ont démoli les murs porteurs. La France aujourd'hui est au bord du précipice et on sent bien qu'elle peut mourir.

Les politiques sont-ils réellement responsables ?

J'ai vécu assez longtemps pour me souvenir de la chaîne des renoncements. Prenons comme illustration le phénomène migratoire.

Avec Pompidou, nous avons eu l'immigration de travail, exigée par le patronat pour avoir une main d'œuvre moins chère. Avec Giscard, l'immigration de peuplement, avec le chassé-croisé criminel entre l'avortement de masse et l'immigration de masse, c'est-à-dire l'esquisse d'un changement de population. Avec Mitterrand, ce fut l'immigration de rédemption : le lumpen prolétariat se substitua. Ce sont les années SOS racisme- qui faisait pour les racismes ce que SOS baleines faisait pour les baleines : les sauver. Avec la phrase célèbre qui signe le septennat de Mitterrand ; « Les étrangers sont chez eux chez nous ». Ensuite, nous avons eu Chirac et l'immigration de régénération, avec les accords de Schengen. Non seulement nous n'avions plus de frontières, mais nous avons abandonné l'assimilation, en 2004, avec le principe d'acceptation mutuelle imposé par la Commission européenne. Ce sont les années de « l'accommodement raisonnable », le multiculturalisme naissant que combattait pourtant, encore en 1990, la plateforme RPR-UDF.

Vinrent ensuite Sarkozy et l'immigration d'enrichissement mutuel : la création du CFCM, la présence solennelle du ministre de l'intérieur au congrès de l'UOIF, le 19 avril 2003, et cette phrase fameuse qui résume son quinquennat : « *sortir l'islam des caves.* » C'est réussi ! Dans les caves, c'est à nous d'y aller nous confiner. Naturellement, il fut aussi le président qui nous a imposé la discrimination positive à l'américaine. C'est à ce moment là qu'on a livré au public cet impeccable syllogisme : « Certes, l'islam radical existe. Mais l'islam modéré ne demande qu'à le vaincre. Il faut donc encourager l'islam modéré. L'islam radical est plutôt dans les caves. L'islam modéré est plutôt dans les mosquées. Il faut donc

sortir des caves et construire des mosquées »
 Imparable, n'est-ce pas ?

Ce fut ensuite Hollande et l'immigration de clientèle, avec Terra Nova qui l'invita explicitement à s'appuyer sur les suffrages des immigrés pour être élu. C'est à ce moment que l'on commence à verser un pourboire de six milliards d'euros à la Turquie – cela continue aujourd'hui – pour qu'elle protège nos frontières ! Hollande, cest également le délit d'islamophobie : c'est la grande intimidation. Toute personne qui dénonce la descente aux enfers peut aller en prison ou avoir des problèmes avec la justice. Enfin, c'est Macron, avec la *managing migration*, c'est-à-dire l'immigration de remplacement. C'est le pacte de Marakech et c'est le pacte européen du 23 septembre. Selon ces textes, la personne humaine n'est plus qu'un agent économique interchangeable et déplaçable au gré des besoins de la mondialisation. Depuis quarante ans, chaque personne lucide qui fronce le nez est prise au collet, prise de panique, menacée d'être jetée dans la cage aux phobes.

Quand j'avais 15 ans, on risquait, même fils de résistant, l'accusation de « fascisme ». A 30 ans, planait au-dessus de nos têtes le soupçon de « racisme » ; puis, ces dernières années, a surgi chez les élites populophobes l'accusation de « *populisme* » - la « *lèpre populiste* » disait Maron ! Et voic que le « *complotisme* » vient se loger dans les anfractuosités des murs de l'arène. Tout le monde politique longe les murs pour éviter les étiquettes infamantes.

Alors oui, ils sont responsables, et c'est impardonnable parce qu'ils savaient tous ce qu'ils faisaient. Macron comme les autres et leurs héritiers, devraient, au nom de l'honneur, se faire porter pâle. Un bon petit confinement loin de l'agora, entre la salle d'eau et les poissons rouges, leur ferait du bien.

Qu'ils s'en aillent tous !